



CSA Local du 07/11/2024 Déclaration liminaire

Ce CSAL se tient à un moment où la situation actuelle est plus que particulière avec 730 raisons d'exprimer notre ras le bol.

La CGT Finances Publiques 47 se contentera ici d'en rappeler quelques unes :

- **Au plan national :**

→ Un contexte budgétaire inacceptable avec un projet de loi de finances prévoyant plus de 60 milliards d'économie dont les 2/3 seront appliqués sur la dépense publique. Cette austérité, jamais égalée sous la Ve république, est suicidaire : socialement parce qu'elle remet en question les droits, économiquement parce qu'elle plante la croissance, et démocratiquement parce qu'elle va accentuer les divisions de notre société.

Tout y passe : les retraités, les services publics, les fonctionnaires, les malades, le pouvoir d'achat.

- **Au plan Fonction Publique :** le mépris envers les fonctionnaires n'a plus de limite

→ Suppression de la GIPA, indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat des agents publics, permettant de verser une compensation aux agents ayant eu une baisse de pouvoir d'achat sur les 4 dernières années par rapport à l'inflation.

→ L'aumône d'une prime de 6 centimes, versée aux 230 000 fonctionnaires dont la rémunération sera en dessous du SMIC et le gel de la valeur du point d'indice pour tous.

→ Les annonces du ministre Kasbarian, voulant reprendre le "projet de loi pour l'efficacité de la fonction publique", nom que Stanislas Guérini avait donné à son projet de loi de réforme de la Fonction publique.

→ Et dernier épisode, les propos stigmatisant les fonctionnaires au sujet des arrêts maladies qui conduisent le Ministre à proposer 3 jours de carence et la diminution de 10 % de la rémunération durant les 3 mois du congé ordinaire de maladie.

- **Au plan DGFIP :**

Les promesses non tenues du cadre d'objectif et de moyens d'une année blanche en termes de suppressions d'emplois.

Avec plus de 30 000 suppressions depuis la création de la DGFIP, pour l'austérité on a déjà donné !

D'autant que le chiffre de 550 suppressions d'emplois n'est qu'une contraction puisque les directions territoriales vont être sommées de trouver 730 emplois à rayer de la carte !

Dont 1081 suppressions dans la catégorie B, massacrée car présentant le plus de vacances d'emplois.

Alors oui certes nous devons siéger aujourd'hui dans ce CSAL avec notamment la présentation de différents protocoles qui viennent encore alimenter les incessantes réformes imposées à nos services.

Mais la vraie question qui se pose au regard de l'actualité, c'est comment nous allons faire demain pour continuer nos missions avec toujours moins d'agents ?